

« La formation des autorités religieuses musulmanes en Suisse »*

B. Brodard – Juin 2018

Table des matières

Introduction : L'enjeu public de la formation des imams	2
I. Mosquées et autorités religieuses islamiques en Suisse : un état des lieux	3
1.1. Regard sur les mosquées.....	3
1.2. Regard sur les associations musulmanes de la deuxième génération	5
II. Les dispositifs et projets suisses de formation des autorités religieuses musulmanes.....	5
2.1. Le Centre Suisse Islam et Société (CSIS)	6
2.2. L'Université de Genève : <i>Formation pour les imams et les enseignants d'instruction religieuse islamique</i>	7
2.3. Profil des participants	9
III. Perspectives de développement : enjeux, limites et questionnements	9
Conclusion.....	10
Références :	11

* Les dossiers documentaires proposent des textes de synthèse relatifs à des parutions et des analyses concernant l'un ou l'autre aspect des réalités de l'islam contemporain, dont la publication est soumise à une évaluation critique préalable du comité directeur du CISMOC.

* Baptiste Brodard (Univ. Fribourg, Suisse) est doctorant au Centre Suisse Islam et Société de l'Université de Fribourg, où il prépare une thèse sur l'action sociale dans une perspective islamique. Titulaire d'un Bachelor en science politique et d'un Master en sciences sociales, il concentre ses recherches sur l'islam dans le contexte occidental, notamment sur l'action sociale et la diversité idéologique et théologique des courants islamiques locaux.

Ce texte est tiré d'une communication effectuée lors de la Summer School « Islams et mondes contemporains », dans le cadre d'une table-ronde sur la « Formation des autorités religieuses dans les pays européens » à l'Université catholique de Louvain (25.08.17).

Pour citer ce dossier documentaire : B. Brodard, « La formation des autorités religieuses musulmanes en Suisse », in *Dossiers documentaires du CISMODOC* (online), Université catholique de Louvain, juin 2018, 12 p.

Introduction : L'enjeu public de la formation des imams

En Suisse, la formation des autorités religieuses musulmanes est devenue un enjeu public. Ces dernières années, l'islam a acquis en visibilité et est devenu un thème largement médiatisé et discuté politiquement. La construction de l'islam comme objet public s'est notamment affirmée lors de la votation relative à l'édification de minarets induite en 2009 par une pétition du parti de l'Union Démocratique du Centre (UDC), même si elle avait déjà été induite quelques années plus tôt par les injonctions de positionnement face à l'actualité d'attentats terroristes perpétrés dans d'autres pays (Behloul, 2009). Depuis, l'islam est présent tant dans les débats académiques que politiques et médiatiques. Dans ce contexte, le profil des imams et leaders musulmans, et par conséquent les modalités de leur formation, sont sujets à des interrogations populaires et des demandes d'ordre politique. Dès lors, le thème de la « formation des imams », qui peine néanmoins à être défini, et dont les enjeux semblent encore être peu compris par nombre d'acteurs, est abordé dans les sphères médiatiques et politiques¹. Ainsi, les changements rapides de la démographie et du profil des communautés musulmanes suisses ainsi que les nombreuses réactions populaires relatives à l'islam tendent à identifier la réflexion de la formation des imams et des cadres religieux musulmans comme un enjeu sociétal, dépassant le seul cadre communautaire des milieux islamiques. En Suisse, la participation de l'Etat dans les affaires relatives à l'islam et aux communautés musulmane est notamment facilitée par un système politique fédéral qui laisse à chaque canton une autonomie dans l'organisation de son rapport au religieux, induisant des dynamiques de coopération et de reconnaissance tacite disparates selon les cantons (Schneuwly Purdie, 2011 : 107). Toutefois, ce texte s'inscrit dans une approche plus globale qui se concentre sur la formation pour imams, dont les tendances intercantionales et les enjeux nationaux dépassent les considérations régionales et administratives.

Cette communication se base sur des observations et des entretiens réalisés dans diverses mosquées, associations et communautés musulmanes de Suisse et sur une approche réflexive sur ma fonction actuelle de doctorant au Centre Suisse Islam et Société (CSIS) de l'Université de Fribourg, qui joue un rôle prépondérant dans la formation des imams à l'échelle nationale. Pour contextualiser la méthodologie et les données présentées dans cette contribution, il est nécessaire de préciser ma démarche et ma posture de départ. Cette dernière repose sur trois dimensions. Premièrement, le fait d'être impliqué en tant que doctorant au CSIS, entité principale impliquée dans la formation des imams en Suisse en 2016 et 2017, a permis l'accès à des rapports et documents internes ainsi que la participation à des ateliers de formation destinés aux autorités religieuses musulmanes dans différents cantons. Deuxièmement, je dispose d'une expérience d'une dizaine d'années d'observations régulières dans les mosquées, principalement en Suisse romande. Parallèlement, mes activités de recherche empirique liées à mon étude doctorale ont permis une immersion accrue dans plusieurs associations musulmanes en Suisse romande, dont certaines sont rattachées à des centres islamiques et des personnalités de la communauté musulmane. Enfin, j'ai observé des dispositifs de formation des imams et

¹ En ce qui concerne le traitement médiatique, nombre d'interventions télévisuelles ou radiophoniques à la « Radio Télévision Suisse » (RTS) ont dernièrement traité de la fonction d'imam, en abordant notamment la thématique de la formation des imams. Ces sujets ont également été traités par la presse écrite.

m'intéressé aux trajectoires d'imams dans les contextes suisses et français. Ces différentes sources de données constituent les bases de ma communication.

La communication se construit en trois parties. Tout d'abord, elle propose un état des lieux des autorités religieuses dans les mosquées de Suisse. Dans cet axe, une description brève de la communauté musulmane, établie sous l'angle de la diversité entre courants théologiques, sera complétée par un regard sur les évolutions récentes induites par l'affirmation d'une deuxième génération de musulmans. Ensuite, elle aborde les dispositifs et les projets suisses de formation pour les imams, en présentant les cas des universités de Fribourg et de Genève. Finalement, un regard critique se concentre sur les enjeux, limites et questionnements liés à la formation des autorités religieuses en Suisse et les perspectives de développement.

I. Mosquées et autorités religieuses islamiques en Suisse : un état des lieux

Pour appréhender les modes de formation des imams et des cadres d'associations musulmans en Suisse, il est d'abord nécessaire de prendre en compte la diversité d'affiliations idéologiques et théologiques des mosquées et organisations musulmanes du pays. Cette dernière orientera différemment les choix des profils des imams et des responsables d'associations, comme nous allons le voir dans les paragraphes suivants.

1.1.Regard sur les mosquées

Tout d'abord, dans une optique idéologique et théologique, on peut distinguer deux grands types de mosquées en Suisse : d'un côté, les mosquées affiliées à un pays spécifique et liées à l'identité religieuse de ce pays en question ; de l'autre, les mosquées affiliées à une tendance idéologique et théologique transnationale.

Le premier cas comprend majoritairement des mosquées dites « turques », « bosniaques » ou « albanaises », caractérisées par l'origine commune de ses administrateurs et par l'affiliation culturelle au pays d'origine en question et spirituelle à une école religieuse présente dans le pays. Ainsi, une mosquée dite « bosniaque » se caractérisera tant par l'origine bosniaque de ses responsables que par l'affiliation au rite hanafite et à la mouvance islamique dominante en Bosnie. Le discours du prêche du vendredi s'y tient dans la langue du pays d'origine, avec éventuellement une traduction dans une langue nationale suisse. Cette spécificité se retrouve dans les mosquées dites « albanaises » (constituées autour de la définition ethnique) et turques. Quant à la répartition ethnique de leurs fidèles, elle varie sensiblement en fonction des lieux de culte. Dans certaines mosquées albanaises, on peut constater que plus 90 % des fidèles sont issues de cette communauté. Mais il arrive aussi qu'une mosquée dite « turque » ne compte qu'une faible minorité de fidèles turques.² Elle ne continue d'être appelée « turque » qu'en raison de l'origine de ses administrateurs et de leur lien avec le pays d'origine.

Dans ces mosquées, la formation et sélection des imams restent intimement liées à la dimension nationale. Dans la grande majorité des cas, l'imam est issu du pays d'origine et a suivi une formation en théologie dans son pays avec éventuellement une formation complémentaire dans un pays musulman tiers (notamment al Azhar). Souvent, il arrive que l'imam ne soit pas spécifiquement formé en théologie : dans ce cas, c'est une personne qui semble érudite et

² Ces données se basent sur des observations dans seize différentes mosquées, à l'occasion des prières du vendredi et de prières rituelles quotidiennes.

intègre aux yeux des pairs de sa communauté qui sera honorée à ce poste. Dans de nombreux cas, un autre imam du pays, plus qualifié, est invité pour le Ramadan afin d'y diriger les prières. Pour résumer, la prise en compte de la formation de l'imam dans ce type de mosquées est le prolongement des considérations spécifiques au pays d'origine. Il faut ajouter que dans de rares cas, les diasporas, notamment turques, ont créé des instituts privés de formation en Europe pour les futurs imams et cadres religieux. Ces instituts sont intimement liés à des mouvances spécifiques, qui diffusent leur propre enseignement. Elles ne sont donc pas ouvertes à tous sur un critère national, mais sélectives sur la base de critères théologiques et idéologiques. A titre d'exemple, on peut citer l'institut de formation liée à a Tariqa *Naqshabandiyya* du village de Menzil en Turquie, dont une antenne est en France.

Le deuxième type de mosquées en Suisse est non pas lié à une appartenance nationale spécifique, mais à l'adhésion à une mouvance ou tendance théologique particulière. Cela donne à la communauté en question une dimension transnationale et favorise la mixité ethniques et culturelles. Ici, les fidèles sont fidèles sur la base du partage d'une interprétation théologique spécifique, importée de l'étranger et largement diffusée dans plusieurs pays. Dans le contexte suisse, trois mouvances majoritaires s'imposent : les Frères Musulmans, les *Ahbaches* et le salafisme-wahhabisme. Ces mouvances, malgré leurs antagonismes, convergent pour proposer et promouvoir une lecture théologique particulière, considérée comme orthodoxe et authentique, en opposition à celle des autres courants souvent présentés comme déviants et égarés. Dans ces mosquées, le choix des imams obéit obligatoirement à des considérations d'ordre théologique, au-delà du critère culturel ou ethnique. L'imam doit donc être formé dans une structure reconnue par la mouvance en question et théologiquement compatible. Ainsi, nombre d'imams de mosquées d'obédience salafiste-wahhabite se forment à l'université de Médine, ceux affiliés aux Frères Musulmans opteront plutôt pour l'IESH, tandis ce que les imams des mosquées *Ahbaches* passeront systématiquement par une formation interne, soit en Europe, soit au Liban (pays dans lequel est basé cette organisation)³.

En bref, la majorité des mosquées de Suisse construisent et défendent une ligne idéologique spécifique, basée tantôt sur les particularités islamiques du pays d'origine des administrateurs, tantôt sur une mouvance théologique transnationale particulière. Dans les deux cas, la sélection et la formation des imams et autres cadres de religion seront très influencés par ces facteurs d'autorité et par la prise en compte d'une orientation déterminée soit par un ancrage national extérieur, soit par une affiliation théologique ou idéologique transnationale. Cette situation rend tout consensus théologique difficile, voire improbable.

Ainsi, en l'état actuel des choses, l'idée du développement d'une pensée islamique spécifiquement suisse reste illusoire. Pour l'instant, la théologie islamique diffusée dans les mosquées suisses reste profondément dépendante de celle des pays d'origine des diasporas musulmanes ainsi que de certaines mouvances islamiques transnationales. Toutefois, on peut constater que les mosquées et organisations musulmanes procèdent à des ajustements, rendus nécessaires par leur présence même dans un autre contexte géographique, politique et culturel.

³ Les *Ahbaches* représentent un mouvement islamique contemporain basé au Liban, représenté notamment en Europe et en Amérique du Nord par un réseau de mosquées et d'associations. Se revendiquant du sunnisme traditionnel, il est cependant controversé et critiqué par nombre d'autres mouvements et courants sunnites. Pour plus d'informations, se référer à la recherche de D. AVON (2008).

Dès lors, la nécessité de la connaissance et de la compréhension du contexte suisse est prise au sérieux par nombre d'acteurs musulmans, qui se portent volontaires pour se former et participer aux projets d'accompagnement et d'intégration.

Ainsi, pour encourager et accompagner cet élan, divers dispositifs de formation destinés aux imams et cadres musulmans se mettent en place au niveau national et régional. Ils s'adressent aux musulmans de toute tendance confondue, en dépassant les considérations théologiques pour se concentrer sur l'articulation entre l'islam et la société occidentale et en développant des réflexions sur l'application de l'islam dans le contexte suisse.

1.2.Regard sur les associations musulmanes de la deuxième génération

Ces dernières années ont vu grandir une nouvelle génération de musulmans, qui ont grandi en Suisse et qui y ont suivi leur scolarité. D'abord initiés à l'islam au sein de la structure familiale, certains d'entre eux ont parallèlement fréquenté des mosquées et centres islamiques, qui correspondent aux formes décrites plus haut (en se caractérisant soit par une affiliation aux tendances islamiques des pays d'origine, soit à des mouvances islamiques transnationales). A ces musulmans issus de familles immigrées et socialisés en Suisse s'ajoute les personnes converties à l'islam, qui fréquentent habituellement les mêmes structures le cas échéant.

L'essor de cette deuxième génération de musulmans, solidement implantés en Suisse et porteurs d'une identité locale affirmée, marque un tournant dans la présence musulmane dans le pays : des groupes s'organisent et des nouvelles associations se forment, en se distinguant de la première génération d'immigrés et de leurs manières de vivre et d'appréhender l'islam. Ainsi, dans certains cas, la nouvelle génération de musulmans crée des structures qui promeuvent une réflexion musulmane réellement ancrée en Suisse, non plus importée de l'extérieur ou tributaire de mouvances étrangères ou transnationales. Ces nouvelles structures ont la plupart du temps des vocations culturelles, éducatives et sociales, se tenant pour l'instant à l'écart de l'organisation régulière du culte musulman. Cependant, elles organisent des séances d'éducation islamique et tentent de promouvoir et développer la pensée musulmane. Ce sont notamment les membres de ces structures qui tissent des liens et participent aux formations proposées aux associations musulmanes, dont celles qui vont être décrites ci-dessous. Illustrative de ce schéma, l'association Frislam à Fribourg est particulièrement intéressante, en ce sens qu'elle émane d'une nouvelle génération de musulmans, nés ou fortement enracinés en Suisse, qui se veulent les promoteurs d'une réflexion sur l'islam en accord avec le contexte suisse, qui rompt avec les idéologies importées de l'étranger. Des membres de cette association ont notamment suivi des modules de formation du Centre Suisse Islam et Société, introduit ci-dessous.

II. Les dispositifs et projets suisses de formation des autorités religieuses musulmanes

En 2009 paraît un rapport d'une recherche intitulée « Formation en Suisse des imams et des enseignant-e-s en religion islamique ? » effectuée par l'Université de Zürich, qui dresse à la fois un état des lieux et une description des attentes des musulmans et des autorités en matière de formation islamique en Suisse (Rudolph, Lüddeckens & Uehlinger, 2009). Cette recherche, établie dans le cadre des Programmes Nationaux de Recherche (PNR), a visé à questionner la

pertinence et les modalités d'une formation théologique éventuelle pour les imams et autorités religieuses musulmanes en Suisse.

Tout d'abord, le rapport susmentionné montre qu'il n'existe en 2009 aucune formation complète pour devenir imam en Suisse. En 2017, ce constat est toujours d'actualité. Les imams actifs en Suisse se sont généralement formés dans leurs pays d'origine ou dans d'autres pays musulmans (on peut notamment relever les universités de Médine en Arabie Saoudite, de Al-Azhar en Egypte et d'Istanbul en Turquie). D'autres sont autodidactes. Certains, enfin, se sont formés ailleurs en Europe, notamment à l'IESH de Château-Chinon en France. Finalement, certaines communautés musulmanes favorisent les formations théologiques internes, au sein de leur réseau. C'est notamment le cas des *Ahbaches* qui assure des formations pour imams dans son réseau de mosquées en Europe ou au Liban, ainsi que d'une branche de la confrérie soufie *Naqshabandiyya*, dont un centre de formation pour imam existe en Alsace.

Outre le fait de relever les attentes des musulmans et des autorités en matière de formation religieuse islamique en Suisse, le rapport susmentionné souligne deux tendances :

- Concrètement, l'imam reste souvent choisi pour son charisme, ses capacités personnelles, son intérêt, ses connaissances par rapport aux autres fidèles, au-delà de son savoir théologique ou de ses diplômes.
- Dans cette optique, les personnes qui se forment à l'étranger n'ont pas forcément d'accès aux postes d'imams. En effet, plus que les compétences théologiques, ce sont l'inclusion et la reconnaissance des pairs ainsi que l'affinité idéologique et culturelle avec la mosquée qui jouent un rôle déterminant dans l'accès à la fonction d'imam.

Ainsi, il n'y a pour l'instant aucune formation complète pour imams en Suisse, ni même de projet de telles formations. Seules existent des formations complémentaires, basées sur les sciences humaines et sociales, qui visent la formation complémentaire d'imams ou de cadres associatifs musulmans déjà en activités. C'est dans ce cadre qu'ont été développées les formations du Centre Suisse Islam et Société et Fribourg et de l'Université de Genève.

2.1. Le Centre Suisse Islam et Société (CSIS)⁴

Depuis 2015, le Centre Suisse Islam et Société (CSIS), rattaché à l'Université de Fribourg, a pour vocation de développer une autoréflexion théologique sur l'islam en Suisse et sur les défis contemporains relatifs à la présence musulmane dans le pays.

Bilingue et de tradition catholique, l'Université de Fribourg est un des financeurs du CSIS, également soutenu par la Confédération Suisse et la Fondation Mercator. C'est dans le contexte de la votation populaire contre les minarets en 2009 que l'idée d'un projet de créer un centre de réflexion portant sur l'islam et la société suisse s'est confirmée, soutenue par le besoin de dialogue sur les questions de l'islam au niveau national et par les nouveaux défis posés par la présence musulmane en Suisse. Parmi les activités du CSIS, on peut différencier trois grands pôles :

- Recherche académique : autoréflexion théologique sur l'islam en Suisse, notamment entreprise par le programme doctoral du CSIS.

⁴ Les données utilisées dans cette sanction proviennent de documents internes du Centre Suisse Islam et Société de l'Université de Fribourg ainsi que d'observations participantes.

- Enseignement académique : en sus du doctorat, un programme de Master complémentaire à 30 crédits sur la thématique « Islam et société » en contexte européen est proposé en enseignement bilingue. Ce programme est notamment proposé comme une possibilité d'études complémentaires pour des imams qui auraient acquis un premier diplôme (niveau Bachelor) à l'étranger en théologie, mais aussi ouvert à d'autres étudiants simplement intéressés par la thématique.
- La formation continue : appui aux imams et cadres associatifs musulmans, mais aussi formations destinées aux institutions publiques.

C'est ce dernier pôle qui va être introduit dans les brefs exemples qui suivent.

Entre 2016 et 2017, le CSIS a organisé 27 ateliers de formation destinés à des imams et cadres associatifs musulmans dans le cadre du projet « Organisations musulmanes comme actrices sociales » (OMAS), rassemblant au total plus de 450 participants. Dans une optique de formation et de professionnalisation des acteurs musulmans, les ateliers se sont construits autour de cinq thèmes (« les associations comme partenaires sociétales, les jeunes musulmans, l'animation socio-culturelle, les relations de genre et le rapport au corps, l'accompagnement spirituel à l'hôpital et en prison, la prévention de la radicalisation) dans différentes régions et langues du pays. L'approche des ateliers est pratique et vise à répondre aux besoins et défis des acteurs musulmans, en traitant des sujets de société dépassant les seules considérations théologiques. A titre d'exemple, un atelier organisé en début 2017 à Fribourg, intitulé « Internet comme (re)source religieuse. Instruction et prévention » a accueilli des jeunes de l'association musulmane locale Frislam ainsi que deux imams. Un autre atelier destiné à la prévention de la radicalisation, organisé à Genève le 18 mars 2017, a quant à lui bénéficié de la participation du Bureau de l'Intégration des Etrangers de la Ville de Genève et du président de la Fédération des organisations islamiques de Suisse, parmi une trentaine d'autres participants issus de diverses mosquées et associations musulmanes de Suisse latine.

Ci-dessous, un tableau établi avant la fin du projet montre le taux de répartition des participants en fonction de la région linguistique et du genre.

T1 Participant·e·s aux ateliers Islam et Société

	Suisse romande	Suisse alémanique	Total Suisse
Hommes	93	192	285
<i>dont imams</i>	25	70	95
<i>part des imams</i>	13,7%	25,4%	20,7%
<i>part des hommes</i>	50,8%	69,6%	62,1%
Femmes	90	84	174
<i>part des femmes</i>	49,2%	30,4%	37,9%
Total (participant·e·s)	183	276	459
Nombre d'ateliers	10	15	25
Organisations musulmanes	8	10	18

Source: Centre Suisse Islam et Société

© Université de Fribourg

2.2.L'Université de Genève : *Formation pour les imams et les enseignants d'instruction religieuse islamique*

A partir de septembre 2017, l'Université de Genève propose une formation continue destinée aux imams déjà en fonction en Suisse, aux aumôniers et aux cadres associatifs musulmans, avec potentiellement à une ouverture à un public plus large (Amberger, 2017).

Dirigée par le Professeur François Dermange, professeur d'éthique à la faculté de théologie protestante, la « formation pour les imams et les enseignants d'instruction religieuse islamique » est une formation complémentaire, qui s'adresse à des imams et enseignants d'instruction religieuse islamique déjà formés et opérationnels. Elle ne peut donc se substituer à une formation complète d'imam au niveau religieux. Cependant, le Professeur Dermange fait part de la possibilité d'une formation complète en théologie musulmane à l'avenir⁵. Toutefois, un but est affiché est la présentation de la diversité des théologies dans l'islam, dans une optique d'exposition de la pluralité des courants de pensée. Dans ce cadre, il est prévu de promouvoir d'autres voies que celle de l'islam politique et même d'encourager le fait de « faire pour l'islam le même travail qui a été fait pour le christianisme depuis quatre siècles » (Amberger, 2017).

Au semestre d'automne 2017, la formation commence par le module « langue française et décodage socio-culturel » dans le but de développer et consolider les compétences linguistiques des participants. Au semestre suivant, en 2018, le module « culture et société suisses » comporte notamment des cours de droits, d'histoire, d'éthique et de religion. Outre les enseignements laïcs dispensés par des professeurs de l'Université, des cours à dimension théologique sont prévus. Le Professeur tunisien Yadh Ben Achour devrait ainsi intervenir sur la thématique du Coran et des droits de l'homme. Au niveau théologique, c'est une pensée historico-critique qui devrait être promue et diffusée, notamment afin de présenter l'hétérogénéité des courants islamiques à travers l'histoire (Amberger, 2017).

La formation continue porte le double objectif de favoriser l'intégration des autorités musulmanes et de la communauté musulmane dans la société, en développant la pensée critique et la sensibilité démocratique et de « lutter contre les préjugés envers l'islam »⁶.

En résumé, deux formations pour imams, et non pas des formations d'imams, organisées dans le cadre de deux universités différentes, ont constitué l'offre disponible en 2017. Si une intention de formation théologique a çà et là été exprimée pour l'avenir, ces formations ont actuellement une vocation d'accompagnement dénuée de prétention théologique. De plus, ces formations se construisent dans un espace associant trois types d'acteurs : l'université, l'Etat (par le biais de certaines de ses institutions) et les communautés musulmanes. En outre, l'Université de Lausanne projette d'ouvrir prochainement une autre formation centrée sur l'islam.

⁵ Notamment dans l'article en ligne « Une formation inédite pour les imams à l'Uni », Tribune de Genève, [en ligne] 16 mars 2017. Disponible sur : <https://www.24heures.ch/suisse/formation-inedite-imams-uni/story/18520784> [Consulté le 15 août 2017].

⁶ Propos tirés de l'article en ligne « Une formation inédite pour les imams à l'Uni », Tribune de Genève, [en ligne] 16 mars 2017. Disponible sur : <https://www.24heures.ch/suisse/formation-inedite-imams-uni/story/18520784> [Consulté le 15 août 2017].

2.3. Profil des participants

L'observation des profils des imams et cadres associatifs musulmans impliqués dans les formations du CSIS et de l'Université de Genève soulève le questionnement de la représentativité de la communauté musulmane et de la non-participation d'une partie d'acteurs musulmans influents. D'abord, il est intéressant de constater que plusieurs imams et responsables associatifs musulmans ont suivi des ateliers issus des deux dispositifs de formation, gérés indépendamment par des universités différentes. Ces personnes, en montrant ainsi un intérêt et une réceptivité à l'offre de formation qui leur est destinée, mais interrogent aussi la sur-représentativité de certaines personnalités musulmanes et, plus largement, de certains courants, ainsi que l'absence d'autres.

Nonobstant les indications du CSIS pour inclure les communautés musulmanes dans la définition de formations, pour que cette dernière soit actrice et non pas passive, une hypothèse, induite par une série d'entretiens informels d'acteurs musulmans et de partenaires sociétaux, stipule que les communautés musulmanes restent en retrait et peinent à s'affirmer, en maintenant une posture plutôt passive et réactive marquée par l'effort d'intégration plutôt que proactive. Si cette hypothèse se vérifiait, elle conforterait les réserves émises quant à l'efficacité de tels dispositifs de formation en matière de représentativité et d'inclusion globale des musulmans.

III. Perspectives de développement : enjeux, limites et questionnements

Le terme « formation des imams » porte à confusion. Pour certains, il s'agit d'un abus de langage, qui ne rend pas compte de la réalité et de l'intention des formations auquel il se réfère. Ainsi, au lieu de parler de « formation des imams », on suggère l'usage du terme « formation pour les imams », plus précis et cohérent. En effet, conformément aux descriptions des deux formations existantes à ce jour présentée dans le chapitre précédent, les dispositifs de formation s'adressent bel et bien aux imams et aux responsables et membres d'associations musulmanes. Cependant, ils n'ont ni la vocation, ni la prétention de dispenser une formation permettant de devenir imam. Plutôt, ils visent une formation complémentaire en sciences humaines et sociales, afin de faciliter l'intégration des participants et de leur donner des outils relatifs au contexte politique, culturel et social local. L'état des lieux du fonctionnement de l'autorité religieuse dans les mosquées et associations musulmanes, puis des dispositifs de formation existants à ce jour, soulèvent des questionnements quant à l'avenir de la formation musulmane en Suisse ces prochaines années.

Tout d'abord, un enjeu concerne la reconnaissance de l'autorité théologique au sein des communautés musulmanes, divisées et construites autour d'idéologies parfois concurrentes. En bref, la Suisse compte des communautés musulmanes hétérogènes tant sur les plans théologiques et idéologiques que culturels, qui reconnaissent des autorités différentes, y compris en matière de religion. On est donc ici en présence de systèmes de références distincts, supposant des demandes distinctes en termes de formation théologique. En effet, en l'état actuel des choses, les communautés musulmanes et mosquées risquent de diverger fortement sur le contenu théologique d'une formation nationale pour imams. Même si des organisations faitières qui parviennent à regrouper des associations musulmanes malgré leur diversité, il arrive que certains acteurs importants refusent de s'y joindre en soutenant une indépendance, parfois sur le fond de désaccords d'ordre théologique. Cet éclatement et hétérogénéité entre autorités

religieuses implique l'absence d'un interlocuteur unique pour la société, susceptible de participer à la définition d'une formation théologique adaptée.

Deuxièmement, une problématique réside dans le rapport entre des élites musulmanes, formées dans les milieux académiques, incluant notamment des chercheurs en sciences sociales ou en islamologie, dont l'expertise et les positions religieuses peinent à être reconnues par les communautés musulmanes présentes sur le terrain dans le champ des mosquées et associations confessionnelles. On constate ici une dichotomie entre deux univers de pensée et de positionnement face à la connaissance religieuse, opposée selon des ordres de légitimité différents, voire concurrents. Plus concrètement, un penseur en sciences islamiques doté d'une légitimité universitaire ne sera pas forcément considéré comme un expert dans les milieux musulmans pratiquants, notamment dans les mosquées. Inversement, un penseur musulman communautaire, même lorsqu'il dispose de diplômes, ne sera souvent pas considéré comme un expert dans le milieu académique. Enfin, l'enseignement de l'islam à l'université en Suisse, à l'instar d'autres pays, privilégie l'approche dite « historico-critique » en se référant particulièrement à une même série de penseurs musulmans qui, lorsqu'ils ne sont pas inconnus dans les milieux communautaire musulmans, sont fortement discrédités en raison de leurs thèses et idées. Ainsi, on peut se questionner sur les impacts et résonnances de la promotion de ces tendances marginales par les milieux universitaires au sein des communautés musulmanes. En bref, cette logique rappelle la dichotomie entre les deux univers que constituent l'enseignement traditionnel religieux dans la sphère communautaire et l'enseignement académique critique.

Conclusion

A ce jour, l'absence de formation complète en théologie musulmane ne permet de considérer les dispositifs de formation destinés aux imams et autorités religieuses que dans la perspective de la complémentarité et de la formation continue, établie essentiellement hors du cadre théologique. En d'autres termes, les formations actuellement disponibles en Suisse à ce jour ne sauraient suffire aux besoins des futurs imams ou enseignants en religion musulmane. Elles ne peuvent constituer qu'un complément, certes souvent impératifs, à des personnes qui seront encore forcés de se former dans des structures externes, le plus souvent à l'étranger.

Pour dépasser cette problématique, une seule solution envisagée et souhaitée serait d'instaurer des formations complètes pour les imams sur le territoire national. Un tel projet comporterait plusieurs défis. Premièrement, l'hétérogénéité des théologies au sein de la communauté musulmane de Suisse rend difficile le choix d'un programme théologique qui conviendrait au plus grand nombre. Dans tous les cas de figure, certains courants risqueraient de se sentir lésés et non représentés. Deuxièmement, et dans le prolongement du premier point, l'indépendance souhaitée face aux organismes étrangers pourrait presque sembler illusoire, car quelle que soit la tendance théologique choisie, elle risque de s'ancrer dans un contexte national ou culturel particulier. Les programmes de cours et les formateurs devront par exemple être empruntés à des institutions liées à d'autres pays, au risque de démontrer, même implicitement, une affiliation de fait à des contextes particuliers. Cette exigence risquerait de mettre à mal la prétention d'indépendance souhaitée tant par les institutions étatiques que par un nombre important de musulmans.

En l'état actuel des choses, la compétition entre diverses tendances de l'islam en Suisse semble encore trop forte pour espérer atteindre un consensus entre les différents partis, qui se mettraient d'accord sur un programme théologique commun dans les disciplines islamiques classiques. Cependant, les différentes organisations musulmanes parviennent le plus souvent à s'entendre et à coopérer sur les points externes à la théologie. C'est ainsi que les formations complémentaires dispensées actuellement parviennent à rassembler des musulmans de tendances fortes diverses, notamment parce qu'elles se concentrent sur des thématiques situées au-delà des points purement théologiques.

Dès lors, il ne semble pour l'instant pas concevable de développer un cursus complet destiné aux imams et autres autorités musulmanes en Suisse. Cependant, les formations complémentaires pourraient tendre à se développer et à toucher un public croissant. Actuellement, elles rencontrent un certain succès et sont accueillies positivement tant par les membres de certaines communautés musulmanes que par les institutions publiques. En se concentrant sur l'éthique, le vivre-ensemble, les problématiques sociales et éducatives, elles parviennent à toucher et à intéresser un large public musulman issu de tendances et de milieux divers. En ce sens, ces formations pourraient même contribuer au rapprochement des diverses communautés musulmanes, en les intégrant régulièrement dans des espaces communs et en favorisant la communication entre les différents partis.

Références :

AVON D., 2008, « Les Ahbaches. Un mouvement libanais sunnite contesté dans un monde globalisé », in *Cahiers d'études du religieux. Recherches interdisciplinaires*, 2 – 2008.

BEHLOUL S. M., 2009, « Discours total ! Le débat sur l'islam en Suisse et le positionnement de l'islam comme religion publique », in Schneuwly Purdie M., Gianni M., Jenny M., (éds.), *Musulmans d'aujourd'hui. Identités plurielles en Suisse*, Genève, Labor et Fides, pp. 53-72.

RUDOLPH U., LÜDDECKENS D. & UEHLINGER C. (dir.), 2009, « Formation en Suisse des imams et des enseignant-e-s en religion islamique ? » - Rapport final, Recherche menée dans le cadre du Programme national de recherche « Collectivités religieuses, Etat et société », Zürich.

SCHNEUWLY PURDIE M., 2011, « « Silence... Nous sommes en direct avec Allah » », *Archives de sciences sociales des religions*, 153 | 2011, 105-121.

SCHNEUWLY PURDIE M., GIANNI M., JENNY M., (éds.), 2009, *Musulmans d'aujourd'hui. Identités plurielles en Suisse*, Genève, Labor et Fides.

Articles de presse :

« Une formation inédite pour les imams à l'Uni », *Tribune de Genève*, [en ligne] 16 mars 2017. Disponible sur : <https://www.24heures.ch/suisse/formation-inedite-imams-uni/story/18520784> [Consulté le 15 août 2017].

AMBERGER C., (2017), « Une formation historico-critique pour les imams à l'Université de Genève », *Agence de Presse Protestante*, [en ligne] 16 juin 2017. Disponible sur : <https://protestinfo.ch/201706168495/8495-une-formation-historico-critique-pour-les-imams-a-l-universite-de-geneve.html> [Consulté le 15 août 2017].

Ressources complémentaires :

Documentation interne du Centre Suisse Islam et Société de l'Université de Fribourg.

Site du Centre Suisse Islam et Société : <https://www3.unifr.ch/szig/fr/>

Site de l'Université de Genève pour le CAS « Formation des imams » :

<https://www.unige.ch/formcont/cas-culture-suisse/>